

# Crise du porc. « Leclerc et Le Foll doivent prendre leurs responsabilités »

Suite aux derniers articles consacrés à la crise du porc, Michel Bloch, président de l'Union des groupements de producteurs de viande de Bretagne (UGPVB) répond point par point aux affirmations de Michel-Edouard Leclerc (Le Télégramme d'hier).

« M. Leclerc sous-entend que les Organisations de producteurs (OP) sont responsables des pratiques promotionnelles. C'est faux. Les OP sont favorables aux promotions mais dénoncent les abus dont il s'est rendu responsable en janvier dernier : la côte de porc avec os était à 7,20 euros fin 2014 avec de grosses marges pour la GMS, et début 2015, servait de produit d'appel, à moins de 2 €. Quel repère pour le consommateur concernant la valeur du produit ? L'impératif social et solidaire qu'évoque M. Leclerc passe par son respect de la valeur des hommes et des produits. Renierait-il ses origines bretonnes en

attaquant la filière ? ».

« Par ailleurs, après la réunion du 31 mars au ministère de l'Agriculture, les décisions prises ne sont pas à la hauteur des enjeux », estime Michel Bloch. « La crise porcine, résultat d'une crise politique (embargo russe, distorsions de concurrence) n'a toujours pas amené le gouvernement à agir :

- Le stockage privé ne fonctionne pas : 40.000 tonnes en trois semaines sur toute l'Europe, contre 140.000 tonnes en 2011 sur la même durée. Ce stockage privé, " opération de com'", doit être réévalué et adapté pour faciliter l'exportation », insiste Michel Bloch.

- « Le dumping social coûte 240 M€ à la filière par an, rappelle-t-il. Le pacte de responsabilité ne compense pas les écarts de coûts avec l'Allemagne. Des décisions nationales plus ambitieuses sont urgentes car l'Europe sociale reste un leurre ».

- « Les aides annoncées, 4 M€, sont sans rapport avec les déficits de trésorerie en élevage qui atteignent 200 M€ sur les quatre derniers mois. Là encore, l'action doit être à la hauteur des dégâts causés par des décisions politiques », poursuit-il.

- Concernant la valorisation du porc, le ministre doit « décréter sans attendre l'obligation d'étiqueter l'origine des viandes dans les produits transformés : cela est exigé par le Parlement européen et les consommateurs », insiste le président de l'UGPVB.

« Les OP agissent au quotidien aux côtés des éleveurs pour produire un porc de qualité au meilleur coût. Il doit être valorisé au plus juste par la distribution. Les éleveurs ne doivent pas servir de chair à canon pour des enjeux géopolitiques qui les dépassent ».

**Michel Bloch**  
président de l'UGPVB